



Extrême droite et national-populisme :
Histoire d'un poison
pour les démocraties européennes

Sylvie Boulvain ■ Février 2020

Introduction

Aujourd'hui, dans la majorité des pays européens, bien que quelques retours en arrière se manifestent localement, l'extrême droite ne cesse globalement de renforcer son poids électoral, parvenant même souvent à obtenir une présence parlementaire, ce qui accroît son influence sur les processus de décision. Plus inquiétant, elle peut aussi servir de soutien à un gouvernement minoritaire – au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, au niveau régional en Andalousie – mais également participer directement à une coalition gouvernementale (Autriche, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas et Suisse), heureusement sans réussir jusqu'ici à prendre le pouvoir de manière « solitaire ». Ces dernières années, elle émerge et se développe très rapidement dans des pays jusque-là quasi épargnés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme l'Allemagne et l'Espagne, tandis que les zones préservées de la peste brune, tels l'Irlande, l'Islande, le Portugal, le Luxembourg ou encore la Belgique francophone se raréfient.

L'extrême droite constitue cependant une famille politique hétérogène, protéiforme, avec des idéologies et des histoires différentes. Il n'existe pas de consensus, de la part des spécialistes eux-mêmes, relatif à la terminologie et aux partis qui la composent. De plus, cette catégorie étant connotée négativement, peu de mouvements politiques s'en revendiquent. Même si elle constitue un conglomérat aux frontières floues et poreuses, certains points idéologiques et doctrinaux sont communs : le rejet de l'immigration, un projet autoritaire pour la sécurité intérieure, une rhétorique antisystème hostile aux partis politiques traditionnels¹. L'extrême droite repose sur trois piliers :

- Constat d'une inégalité naturelle et immuable entre les peuples, les cultures, les races, les civilisations et les individus et donc, nécessité d'établir une hiérarchie sociale.
- Pour remédier à ce constat, un objectif le nationalisme, c'est-à-dire une société repliée sur elle-même. La Nation permet de protéger un peuple pur et homogène contre ses ennemis intérieurs (l'immigré, le militant de gauche) et extérieurs (le demandeur d'asile).
- Moyens pour tendre à cet objectif : méthodes radicales, au besoin antidémocratiques, anticonstitutionnelles ou même violentes².

Selon les cas, le discours, le programme, l'organisation, les individus, les pratiques – au pouvoir ou dans l'opposition – peuvent être en partie ou totalement labélisés d'extrême droite. Il n'est pas facile de faire la différence entre les partis proches de l'extrême droite, les partis classés extrême droite ou les partis traditionnels devenant d'extrême droite. En outre, on assiste à l'utilisation, souvent à des fins électoralistes, d'idées d'extrême droite au sein de programmes ou de discours de partis « traditionnels » de droite et ce, consciemment ou non.

¹ Benjamin BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2420-2421, 2019, p. 6.

² <https://www.letemps.ch/monde/lextrême-droite-influence-partis-traditionnels> Benjamin BIARD (interviewé par Aurélien BERTHIER), « Extrême droite : La stratégie de lissage du discours pour accéder au pouvoir fonctionne », *Agir pour la culture*, n° 59, automne 2019, p. 14-16. En ligne : http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-11-21_ACL-Biard_B-2019-Agir_par_la_culture-La_strategie_de_lissage_du_discours_pour_accéder_au_pouvoir_fonctionne.pdf

Evolution historique européenne

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, nous pouvons identifier quatre vagues principales d'extrême droite qui se sont succédées :

1. De 1945 à 1955, les partis d'extrême droite sont les héritiers directs de l'idéologie totalitaire du nazisme et du fascisme : le *Movimento sociale italiano* (MSI) fondé en 1946, le Parti socialiste du Reich (SPR) en Allemagne et l'Union des Indépendants (VdU) en Autriche, créés en 1949, les mouvements phalangistes ou franquistes en Espagne et salazaristes au Portugal. Ces deux derniers pays connaîtront un régime d'extrême droite jusque, respectivement, 1974 et 1975.
2. La seconde vague (1955-1980) présente des contours idéologiques plus diffus. Le mouvement poujadiste³ en France s'oppose à la modernisation de la société et de l'économie. Il obtient, en 1956, des élus à l'Assemblée nationale, dont Jean-Marie Le Pen⁴, avant de disparaître, dès 1958, suite à une lourde défaite électorale. Fondé en 1964, le Parti national-démocrate (NPD) allemand marque le retour du nationalisme dans un contexte de récession économique. Quant à la Grèce, elle vivra sous la dictature des Colonels de 1967 à 1974.
3. De 1980 à 2000, la troisième vague de l'extrême droite est également hétérogène. Elle se situe dans un contexte de montée de la xénophobie face aux mouvements migratoires, de crise économique provoquée par le choc pétrolier ainsi que de rejet de l'État-Providence et de sa fiscalité. Surfant principalement sur le refus de l'immigration, elle s'installe plus durablement dans le paysage politique et est incarnée par des leaders « agitateurs » comme le Flamand Filip Dewinter (Vlaams Blok), le Français Jean-Marie Le Pen (Front national) ou le Suisse Christoph Blocher (Union démocratique du centre).
4. Depuis le début du XXI^e siècle et les attentats du 11 septembre 2001, une quatrième vague entend conquérir le pouvoir en se rendant plus respectable grâce au lissage de sa communication, abandonnant le style dur et provocateur. Mais sous ce jargon aux accents démocratiques, le message reste très connoté et peine à dissimuler le rejet et même la haine de l'autre, la remise en cause de l'égalité humaine et la défense d'une nation pure, notions toujours bien présentes entre les lignes. Cette opération de « dédramatisation » est utile à ces formations politiques pour échapper aux lois anti-discrimination et contre le négationnisme, obtenir et conserver des financements publics tout en se ménageant un accès aux médias. Un discours officiel moins extrême pourrait aussi augmenter son électorat. En vertu de l'adage : « Chassez le naturel... », les dérapages verbaux persistent toutefois en *off* dans les réunions privées et sur les réseaux sociaux. Outre la forme, les programmes sont élargis sur le fond à d'autres domaines que l'immigration et la sécurité intérieure comme l'environnement, l'enseignement, le socio-économique.

³ Pierre Poujade fonde en 1953 le mouvement corporatiste l'Union de Défense des Commerçants et artisans. Devenu le parti de l'Union et Fraternité Françaises (UFF), il se caractérise par son hostilité au Traité de Rome, son antiparlementarisme et son soutien à l'Algérie française.

Extrême droite anti-démocratique / démocratique

L'extrême droite est traversée par une fracture idéologique. Elle se compose d'une tendance traditionnelle ou « à l'ancienne », dite *Old*, avec une idéologie liée au fascisme et au nazisme des années 1930, remettant en cause le système démocratique⁵. Aujourd'hui, cette frange, traditionaliste et nostalgique du passé ne parvient plus à convaincre, hormis les succès électoraux en Grèce du parti Aube dorée⁶ (XA) et en Hongrie de Jobbik⁷ fondés respectivement en 1992 et en 2003. Cette extrême droite porte des valeurs inadaptées à notre époque individualiste comme l'avènement d'un homme et d'un monde nouveaux ainsi que le culte du chef et du parti unique.

Depuis les années 1980-1990 et la 3^e vague, on assiste à l'émergence d'une « nouvelle » extrême droite, dite *New*, qui prend ses distances avec les traditions nazie ou fasciste, même si ses valeurs liberticides, inégalitaires et autoritaires demeurent diamétralement opposées aux valeurs fondamentales des démocraties pluralistes. Cette évolution provoque une querelle terminologique toujours pendante entre les experts qui parlent pour cette zone grise plutôt de national-populisme⁸, de droite radicale, de droite radicale populiste, de droite anti-immigration, de partis xénophobes... Ici, par souci de simplification, nous utiliserons le vocable « extrême droite » dans tous les cas⁹.

Les partis de cette « nouvelle » extrême droite pratiquent une acceptation formelle de la démocratie parlementaire et du pluralisme, projetant de conquérir le pouvoir par la voie des urnes, comme le fit le parti Nazi en Allemagne dans les années 30. Ils ont abandonné le culte de l'État au profit d'un ultralibéralisme économique et social. Mettant en avant la préférence nationale, soit l'attribution des droits aux seuls nationaux de souche, ils exècrent le multiculturalisme, source de tous les maux, entendent limiter l'immigration et expulser les résidents non européens. Pour eux, la démocratie est avant tout identitaire¹⁰. Le focus est désormais mis sur la culture et la religion plus tôt que sur la « race ». Ainsi, les thématiques ont évolué vers la diabolisation de l'Islam. Dans ce but, ils adoptent un registre « de façade » progressiste et laïc comme la mise en évidence de l'égalité hommes-femmes, la défense des homosexuels et des Juifs pour s'opposer au sexisme, à l'homophobie et à l'antisémitisme attribués aux musulmans.

⁵ Par exemple, la fédération des Indépendants en Autriche (VdU), le SPR en Allemagne, le Mouvement Social italien (MSI).

⁶ Aube dorée prône le retour à la démocratie directe, l'antisémitisme, le négationisme, une conception raciale de l'« hellénité » (la Grèce aux Grecs), la planification de l'économie au service de l'État, mène régulièrement des actions violentes contre les migrants, boucs émissaires idéaux, menace les journalistes et pratique le culte de la personnalité. Son but ultime est de réaliser une nouvelle société peuplée d'hommes nouveaux. Le parti entre à la *Vouli*, le Parlement grec, en 2012 avec 7% des voix. Longtemps groupuscule insignifiant, il est devenu en 2014 le 3^e parti politique du pays. Il s'effondre en 2019 en dessous des 3% nécessaires à une représentation parlementaire.

⁷ Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie) revendique le retour de la Grande Hongrie, la stigmatisation des Roms. En 2013, son président Gabor Vona tente de rendre son parti plus présentable en le transformant en un parti conservateur. Le succès électoral ne sera pas au rendez-vous.

⁸ Appellation créée en 1984 par le sociologue, politologue et historien des idées Pierre André Taguieff.

⁹ Extrême droite dont le national-populisme est une variante. Simplification adoptée par Benjamin BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2420-2421, 2019, p. 5, n. 2.

¹⁰ François DEBRAS, « La démocratie identitaire », dans *Aide-mémoire*, n° 84, avril-juin 2018. En ligne : <https://www.territoires-memoire.be/aide-memoire/aide-memoire-84/la-democratie-identitaire.html>

Aujourd'hui, comme nous l'avons vu précédemment, ces mouvements utilisent des arguments démocratiques, ajoutant à la confusion de ce qui est censé opposer la démocratie à l'extrême droite : ils revendiquent le droit d'association, la liberté d'expression, la défense de la laïcité ou l'égalité des sexes, la démocratie directe au moyen de référendum et de consultation populaire. Défenseurs des valeurs et traditions nationales, leur discours populiste les montre en véritables représentants du peuple dont le pouvoir aurait été volé par les élites politiques (dont les technocrates européens) et économiques. D'opposants à la démocratie, ils en seraient devenus les défenseurs.

Pour assurer sa pérennité, cette « nouvelle » extrême droite est à la recherche d'un équilibre entre une marginalité due à sa charge subversive conduisant à un « plafond de verre » électoral et une normalisation par son intégration institutionnelle qui risque de précipiter son déclin.

Succès électoraux et reflux de l'extrême droite en Belgique

Côté flamand, l'extrême droite est principalement représentée par le Vlaams Blok (devenu le Vlaams Belang). En 1977, la Volksunie¹¹ (VU) participe au gouvernement national avec son adversaire, le Front démocratique francophone (FDF), et approuve le Pacte d'Egmont¹² qui prévoit notamment d'élargir les facilités linguistiques des francophones de la périphérie bruxelloise. En réaction à cette « trahison », le sénateur VU Lode Claes quitte son parti et crée le Vlaamse Volkspartij (VVP) tandis que Karel Dillen¹³, ancien cadre de la VU, fonde le Vlaams Nationale Partij (VNP). Dans le but de se présenter aux élections nationales de 1978 pour défendre l'indépendance de la Flandre, ces deux nouveaux partis s'associent en un cartel électoral temporaire nommé Vlaams Blok. L'année suivante, devenu un parti sous la direction de Karel Dillen, le Vlaams Blok prône l'amnistie des anciens collaborateurs et un rejet radical de l'immigration.

Côté francophone, le Front national (FN) belge est fondé en 1985 par Daniel Féret sur le modèle du parti éponyme français de Jean-Marie Le Pen, le FN français dont il adopte sigle, programme et slogans. Il fait campagne contre l'immigration et l'insécurité qui y serait liée, et sur la dénonciation du système politique « traditionnel » et de ses acteurs (des partis politiques aux organisations syndicales, par exemple).

En Belgique, les élections législatives et provinciales du 24 novembre 1991 sont qualifiées de « dimanche noir » puisque l'extrême droite principalement flamande fait une percée historique. Alors que son électorat se situait autour de 2% entre 1978 et 1985, avant de s'élever à 6,6% en 1989, Le Vlaams Blok obtient 10,3% des suffrages et 12 sièges sur 212 à la Chambre des Représentants, tandis que du côté francophone un premier élu du FN fait son entrée dans cette assemblée. Les partis flamands et wallons démocrates s'accordent de manière informelle respectivement en 1992

¹¹ Fondé en 1954, le parti national flamand la Christelijke Volksunie devient en 1958 la Volksunie. Une scission en 2001 donne naissance à la N-VA, fraction nationale flamande, et à Spirit, fraction progressiste.

¹² Pacte par la suite renié par ses signataires flamands et donc jamais appliqué.

¹³ Président à vie du VB, il démissionne en 1996 mais reste une éminence grise du parti jusqu'à son décès le 27 avril 2007.

et en 1993 pour établir un cordon sanitaire¹⁴ en refusant de gouverner avec l'extrême droite. De sa propre initiative, la RTBF avait décidé, dès 1991, de s'imposer un cordon sanitaire médiatique, suivie par l'ensemble des médias audiovisuels et la presse écrite francophones. Cette démarche ne sera pas adoptée par les médias flamands.

En 1992, le VB adopte un programme en 70 points intitulé « pour la solution du problème des étrangers », favorable à une discrimination systématique des étrangers non européens, visant un véritable apartheid. Lors des élections de 1999, le VB obtient 15,5% des voix en Flandre, devenant le 3^e parti de Flandre derrière le VLD et le CVP.

Par contre en Wallonie, l'extrême droite s'est morcelée entre le FN et ses multiples partis dérivés qui ne comptent ensemble que 4,9% de votes¹⁵. Si le FN obtient quatre sièges au Parlement wallon lors des élections régionales de juin 2004, les nombreuses scissions¹⁶ en raison de querelles personnelles ou de visions différentes de l'organisation et de la gestion du parti auront raison de cette progression. L'interdiction par la justice en 2012 d'utiliser le nom FN à la demande de Marine Le Pen lui donnera le coup de grâce et provoquera sa disparition.

Lors des élections régionales du 13 juin 2004, malgré une condamnation pour incitation à la haine raciale de trois organisations constitutives du parti, le Vlaams Blok obtient son score maximum au Parlement flamand avec 24% des votes (soit 32 sièges sur 124). En novembre de la même année, il modifie son nom en Vlaams Belang (Intérêt flamand) et effectue des changements très cosmétiques¹⁷ pour apparaître comme plus modéré, transposant notamment son discours du racisme vers l'islamophobie. La concurrence de la N-VA, nouveau parti nationaliste avec un programme très à droite, lui siphonne peu à peu une grande partie de son électorat. Ainsi, un tiers des électeurs du VB de 2007 votent pour la N-VA en 2010. En 2014, suite à un nouvel échec électoral du VB (seulement 6% des votes en Flandre), Tom Van Grieken âgé de seulement 28 ans est élu comme président. Tout en gardant les fondamentaux du programme – indépendance de la Flandre, antipolitisme, lutte contre l'immigration et la criminalité, euroscepticisme –, le focus est mis sur la lutte contre l'Islam et la prise en compte du socio-économique. Le rebond a lieu lors des élections communales et provinciales de 2018 puis se confirme lors des dernières élections fédérales du 26 mai 2019 avec 18,5% des suffrages flamands (+12,6) tandis que la N-VA reflue à 24,8% (-7,1).

Lors des dernières élections du 26 mai 2019, le Vlaams Belang est devenu le 2^e parti flamand avec 18% (contre 6% en 2014) des votes après la N-VA (26%). Il totalise 810 177 voix à la Chambre, résultat encore jamais atteint, devant également la 2^e force, cette fois du pays, en termes de votes¹⁸. Si une remontée était attendue, personne ne tablait sur une telle déferlante. De trois sièges, il passe à 18, comme lors de son record de 2003. Plusieurs explications sont avancées comme l'usure du pouvoir pour la N-VA, le jeu trouble de cette dernière et des médias flamands sur la question migratoire à l'avant-plan depuis 2015, le rajeunissement des cadres au VB, le positionnement plus « social », la porosité du cordon sanitaire envers les idées discriminantes. Le gouvernement fédéral

¹⁴ Expression typiquement belge, utilisée depuis dans d'autres pays comme la Suède, cf.

<http://www.vocabulairepolitique.be/cordon-sanitaire/>

¹⁵ Soit les FNB, PSD, ICB, ZUT, BLOC WL, FNP-P, FN-FW-REF. Cf. *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest. Analyse par pays et approches transversales*, sous la direction de Pierre BLAISE et Patrick MOREAU, Bruxelles, CRISP, 2004, p. 154-156.

¹⁶ Notamment la Droite nationale, le Front nouveau de Belgique (FNB), Force nationale (FNationale) et Wallonie d'abord !

¹⁷ Filip Dewinter parlera même d'opération de manucure !

¹⁸ Il totalise 275 000 voix de moins que la N-VA mais 170 000 de plus que le PS, premier parti francophone. Les espaces électoraux étant différents, le PS obtient 20 sièges contre 18 pour le VB.

de Charles Michel a donné l'impression qu'il était incapable de gérer les flux migratoires et d'organiser correctement l'accueil des migrants. Même si les cadres historiques tels Filip Dewinter¹⁹ ou Gerolf Annemans²⁰ figurent toujours sur les listes, de nombreux jeunes militants se sont aussi présentés et ont été élus tels Dries Van Langenhove, leader de *Schild & Vrienden*²¹, âgé de 26 ans. Le rajeunissement du parti, notamment à travers son jeune président, au style moins provocateur, affiche clairement sa volonté de participer au pouvoir. Sa communication s'est modernisée grâce aux réseaux sociaux et à un ciblage personnalisé de l'électorat (plus de la moitié de la somme dépensée par les partis flamands lors de la dernière campagne). L'élargissement des thèmes de campagne au-delà des enjeux propres à l'extrême droite (nationalisme, migration, Islam et sécurité) à des thèmes socio-économiques vise à lui donner une image plus sociale avec, uniquement pour les Flamands de souche²², la réduction de l'âge de la retraite, l'augmentation de la pension minimale et la diminution de la TVA sur l'électricité. Le succès électoral doit principalement aux jeunes électeurs masculins peu diplômés.

A contrario, côté francophone, lors des élections du 26 mai 2019, l'extrême droite morcelée n'obtient aucun élu.

On notera que le Vlaams Belang s'est également présenté en Belgique francophone et a récolté des voix, sans obtenir de sièges..

Au Parlement wallon, le Parti Populaire²³ (PP), les Listes Destexhe²⁴, La Droite²⁵, Nation et Agir ne totalisent ensemble que 6,4%²⁶ tandis qu'au Parlement bruxellois, dans le collège français, les Listes Destexhe et le PP pèsent seulement 4,3%. Face à la débâcle électorale qui a provoqué l'autodissolution des Listes Destexhe et du PP ainsi qu'un schisme au sein de Nation, certains tentent alors de fonder une nouvelle formation unitaire et atteindre le seuil fatidique des 5% pour espérer décrocher un siège. À l'initiative de l'ex-député fédéral du PP, Aldo Carcaci, une réunion d'une cinquantaine de représentants de « petites formations de la droite » est même organisée le 9 juillet 2019 à Grâce-Hollogne pour tenter de créer la « Droite populaire ». Pourtant très vite les inimitiés refont surface et les différents chefs s'insultent en s'accusant mutuellement de faire partie de l'extrême droite²⁷...

¹⁹ Parcours « édifiant » de Philip Dewinter jusqu'en 2001 sur <http://www.resistances.be/dewinter.html>

²⁰ Président du VB de 2012 à 2014. Député européen, il est président depuis 2017 du groupe européen d'extrême droite Europe des nations et des libertés (ENL), devenu depuis 2019 Identité et démocratie (ID).

²¹ En référence à *Schild en vriend*, littéralement « bouclier et ami ». La prononciation de cette phrase permettait de distinguer les ennemis français avant de les exécuter lors de la révolte des « Matines de Bruges », prélude à la bataille de Courtrai dite des Éperons d'Or le 11 juillet 1302. Le souvenir de cette bataille est exhumé au début de la création de la Belgique comme symbole de la lutte pluriséculaire du peuple belge pour obtenir sa liberté. Le Mouvement flamand s'en empare aussi en lui donnant un caractère de plus en plus flamingant à ses commémorations. En 1973, le 11 juillet devient le jour de la fête nationale flamande. Cédric ISTASSE, « Histoire, mémoire et identité : les fêtes nationales, régionales et communautaires en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2412-2413, 2019, p. 32-42.

²² La Flandre n'ayant pas vocation à devenir le CPAS de la moitié de la planète, selon leur programme.

²³ Au départ, parti national et bilingue, le PP est fondé en 2009 par l'avocat Mischaël Modrikamen et l'économiste flamand Rudy Aernoudt. À partir de l'exclusion de ce dernier l'année suivante, il devient exclusivement francophone et évolue peu à peu de la « droite décomplexée » vers l'extrême droite. <https://www.territoires-memoire.be/aide-memoire/aide-memoire-89/aide-memoire-89-parti-populaire-classifie-a-l-extreme-droite.html>

²⁴ Les Listes Destexhe sont créées en 2019 par Alain Destexhe, ex-député fédéral du MR. Au lendemain des élections, il démissionne de la présidence et le parti devient peu après celui des Libéraux démocrates (LD).

²⁵ Mouvement politique créé en 2010 par Aldo-Michel Mungo, ancien libéral, exclu en 2010 du PP.

²⁶ PP (3,7%), Listes Destexhe (1,5%), La Droite (0,2%), Nation (0,5%), Agir (0,4%).

²⁷ <http://resistances-infos.blogspot.com/2019/07/lautodestruction-de-la-droite-populiste.html>

Le cas de l'Allemagne et de l'Espagne

En Allemagne, berceau du nazisme, une dictature parmi les plus inhumaines de l'histoire, le parti ouvrier national-socialiste allemand (NSDAP) est arrivé au pouvoir en 1933 par la voie légale et non par un coup d'Etat ou une guerre civile.

Ce traumatisme va amener une attention particulière à toute nouvelle apparition de l'extrême droite. Ainsi, le Parti socialiste du Reich (SPR) créé en 1949 par des militants néo-nazis est interdit par la Cour constitutionnelle allemande dès 1952, alors qu'il venait d'obtenir des résultats électoraux impressionnants l'année précédente (11% des voix en Basse-Saxe). Les deux principaux partis d'extrême droite obtiennent des résultats forts modestes : le NPD fondé en 1964 et le REP en 1983 n'ont ainsi jamais réussi à entrer au *Bundestag*²⁸. Leur faiblesse électorale s'explique notamment par l'attitude des partis politiques démocratiques, des médias qui mettent en avant les points communs avec le nazisme, et de la société civile qui résiste notamment en empêchant l'organisation de ses réunions.

L'ascension de l'*Alternative für Deutschland* (AfD) est, en comparaison, fulgurante et massive. Créé en 2013, ce parti est au départ conservateur, eurosceptique (anti-euro mais pas anti-Union européenne) et libéral au niveau socio-économique. Parmi ses membres fondateurs, figurent des professeurs d'université, ce qui lui vaut son surnom de « parti des professeurs », ainsi que des anciens de la CDU. Six mois seulement après sa création et sans aucune subvention publique, l'AfD provoque la surprise avec ses deux millions d'électeurs (soit 4,7 % des suffrages), ratant de peu l'entrée au *Bundestag*. Lors des élections européennes de 2014, il obtient 7% des voix et sept eurodéputés.

Suite à l'élection, en juillet 2015, comme présidente à la tête du parti, de Frauke Petry, représentante de la tendance la plus conservatrice (face à Bernd Lucke, fondateur du parti), de nombreux élus quittent l'AfD parmi lesquels cinq des sept eurodéputés qui fondent l'« Alliance pour le progrès et le renouveau ». Au même moment, la politique d'ouverture des frontières par la chancelière Angela Merkel lors de la crise migratoire provoque une radicalisation de l'AfD qui bascule vers l'extrême droite. Le 24 septembre 2017, le parti obtient 12,6% des voix devenant la 3^e force politique du pays et le premier parti d'extrême droite à entrer au *Bundestag* depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Deux jours plus tard, sa présidente contestée par une frange encore plus radicale annonce sa démission et la création du Parti bleu. L'avant-dernier député européen quitte aussi l'AfD pour ce nouveau parti. Ces scissions, démissions et dissensions internes n'empêchent pas l'AfD de poursuivre son ascension électorale et de compter, dès 2018, des représentants dans l'ensemble des 16 *Länder*, puis de remporter 11% des votes aux élections européennes de 2019. Au niveau régional, le parti connaît ses plus grands succès dans l'ex-RDA, devenant la 2^e force politique dans trois Länder. Ainsi, en septembre et octobre 2019, il obtient 27,5% des voix en Saxe (+17,7%), 23,5% dans le Brandebourg (+11,4%) et 23,5% en Thuringe (+ 12,8). Une progression explicable, pour les ex-Allemands de l'Est, à la frustration d'être des citoyens de seconde zone avec des salaires et retraites inférieurs, couplé au ressentiment envers les demandeurs d'asile.

²⁸ Diète fédérale ou chambre basse du parlement fédéral allemand.

La tête de liste de Thuringe, Björn Höcke, incarne l'aile dure de son parti (*Der Flügel*). Ancien professeur d'histoire et d'éducation physique, fasciné par le Troisième Reich, il veut rebâtir une Allemagne forte et fière de son passé, prône l'homogénéité ethnique, relativise l'Holocauste, mais se garde bien de le nier en raison des risques judiciaires. Il remet en cause la politique mémorielle de l'Allemagne. Ainsi, il déclarait en janvier 2017 à propos du Mémorial de l'Holocauste de Berlin : « Nous sommes, les Allemands, le seul peuple à avoir implanté un mémorial de la honte au cœur de sa capitale ». Discours qui a failli le faire exclure alors qu'aujourd'hui il dispose d'une grande influence. A l'heure actuelle, ce parti est devenu plus radical que le RN en France ou le FPÖ en Autriche²⁹. Dernier incident en date qui a défrayé la chronique : l'élection en février 2020 de Thomas Kemmerich, candidat d'un petit parti libéral (FDP), à la tête de la Thuringe grâce aux voix coalisées de l'extrême droite (AfD) et d'une grande partie des élus du Parti chrétien-démocrate (CDU). Rupture du cordon sanitaire d'autant plus emblématique que la Thuringe fut le premier Land à élire, en 1930, un gouvernement de coalition entre les conservateurs et le NSDAP qui obtient son premier poste ministériel. « Cette région figure à ce titre dans les livres d'histoire comme le symbole de la faillite historique de l'élite allemande face à la montée du nazisme³⁰. » Face à l'onde de choc en Allemagne et dans les médias internationaux, la chancelière Angela Merkel désavoue les élus thuringeois de la CDU en qualifiant leur acte d'impardonnable et le président élu démissionne dès le lendemain. Dans la foulée, *Annegret Kramp Karrenbauer* est obligée de démissionner de la présidence de la CDU et renonce à briguer le poste de chancelière pour son manque d'autorité lors de cette crise. En attendant l'extrême droite se frotte les mains : la CDU en ressort grandement affaiblie et les libéraux du FDP sont devenus la cible de la vindicte populaire. Cette situation constitue un grave péril pour l'Allemagne mais plus largement en tant que « centre de gravité d'une construction européenne basée sur la protection de nos démocratie contre le retour des fascismes³¹. »

En Espagne, pays marqué durement par la dictature franquiste (1939-75), l'extrême droite a aussi été quasi insignifiante pendant très longtemps. Ainsi lors des élections générales du 20 décembre 2015, la *Falange Española de las JONS* et *Democratia Nacional* ne rassemblent que 0,04 % des voix.

Fondé en décembre 2013 suite à une scission du conservateur Parti Populaire (PP), le parti Vox n'obtient aucun siège aux élections européennes du 25 mai 2014, ni lors des élections régionales de 2015 et de 2016. Revendiquant son héritage franquiste, il défend des valeurs chrétiennes et familiales tout en s'opposant au féminisme, à l'immigration, aux lois mémorielles, au mariage homosexuel, à l'euthanasie ou à l'avortement. Ultranationaliste, il prône le renforcement de l'État central et s'oppose au fédéralisme européen. Il va capitaliser sur la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017 en s'opposant avec virulence aux indépendantistes. Son entrée au parlement régional d'Andalousie en décembre 2018 avec 11% des voix constitue son premier succès.

²⁹ <https://plus.lesoir.be/art/d-20200206-3YQHM6?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dextr%25C3%25AAme%2520droite> https://www.lexpress.fr/actualite/monde/bjorn-hocke-l-aile-menacante-de-l-afd_2104036.html <https://plus.lesoir.be/art/d-20200206-3YQHLZ?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dextr%25C3%25AAme%2520droite>

³⁰ <https://plus.lesoir.be/279002/article/2020-02-11/le-seisme-politique-allemand-peril-pour-leurope>

³¹ <https://plus.lesoir.be/279002/article/2020-02-11/le-seisme-politique-allemand-peril-pour-leurope?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3DAnnegret%2520kramp>

Lors des élections générales du 28 avril 2019, il recueille 10,3% des votes et 24 députés, devenant la 5^e force du pays, et entre au Parlement national, constituant un précédent depuis la mort de Franco en 1975. À l'occasion du scrutin européen du 26 mai 2019, il obtient 6,2% des voix (contre 1,6 % en 2014) et trois eurodéputés. En novembre 2019, Vox fait plus que doubler son nombre de sièges aux élections législatives (52 sur 350) et devient le 3^e parti du pays.

Conclusion

Aujourd'hui, l'extrême droite a augmenté son influence au sein des parlements, ses idées nauséabondes se diffusent insidieusement dans la société où les actes et crimes racistes et xénophobes se multiplient, idées récupérées par certains partis traditionnels désireux d'accroître leur électorat. Le rebond de partis comme le VB et le RN, le succès électoral fulgurant de nouveaux mouvements tels l'AfD et Vox dans des pays qui jusque-là semblaient immunisés ne peut manquer d'interpeller tous les démocrates.

À l'occasion de l'affaire de l'élection en Thuringe grâce aux voix de l'AfD, la journaliste du Soir Marine Buisson a mis en évidence les risques causés par la banalisation de l'extrême droite :

« À force d'adopter la rhétorique de l'extrême droite, à force de donner une importance démesurée dans le débat public aux thèmes de campagne sur lesquels elle fait son beurre, à trop flatter l'électorat sensible à l'extrême droite, on banalise. [...] On pousse le curseur toujours un peu plus loin sur ce qu'il est acceptable de dire. On participe à la normalisation des idées défendues par l'extrême droite. [...] quand les partis traditionnels s'emparent du traitement et des sujets associés à l'extrême droite – l'immigration pour n'en citer qu'un [...] –, ils attirent précisément l'attention de l'électeur sur ces sujets. Une attention qui bénéficie à ceux qu'ils entendent combattre [...]»³².

En Belgique francophone, l'extrême droite apparaît divisée et privée de tout leader charismatique, ce qui ne signifie pas qu'elle ne peut pas faire son retour dans un futur proche. Le double cordon sanitaire politique mais aussi médiatique, cas unique en Europe, contribue à une nette réduction de sa visibilité. Par rapport à la Flandre, les francophones auraient une vision plus solidaire de l'immigration, notamment grâce à l'influence de la gauche politique et associative. Un front anti-fasciste vient ainsi d'être relancé à Liège par une quarantaine d'associations en février 2019³³. Des actions de sensibilisation et d'information sont menées notamment par les syndicats, les organisations d'éducatrices permanentes, tels les Territoires de la Mémoire³⁴, mais aussi par le web-journal de Résistance³⁵. Joue également l'absence d'un sentiment nationaliste wallon développé contrairement à la Flandre qui défend son identité flamande, allant jusqu'à revendiquer son indépendance. La Flandre où le cordon sanitaire est plus remis en question tant par des politologues que par certains politiciens influents sous le prétexte que le Vlaams Belang d'aujourd'hui ne serait plus le Vlaams Blok d'hier. Ainsi la N-VA qui ne se considère pas tenue par un accord conclu avant sa naissance fait preuve d'ambivalence. Même si elle a pu en profiter

³² <https://plus.lesoir.be/art/d-20200206-3YQH2?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dextr%25C3%25AAme%2520droite>

³³ <https://liege-antifascisme.be/>

³⁴ <https://www.territoires-memoire.be>

³⁵ <https://www.resistances.be> <http://resistances-infos.blogspot.com>

électoralement en qualifiant le vote pour le VB d'inutile, elle a négocié avec lui pendant de longues semaines en vue d'un gouvernement régional flamand.

Bibliographie

- Benjamin BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2420-2421, 2019.
- *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest. Analyse par pays et approches transversales*, sous la direction de Pierre BLAISE et Patrick MOREAU, Bruxelles, CRISP, 2004.
- <http://juliendohet.blogspot.com/2019/10/les-trois-fronts-de-lantifascisme.html>
- Laurent D'ALTOE, « Extrême droite : l'éternel retour », *Étude du CEPAG*, septembre 2014.
- Laurent D'ALTOE, « Extrême droite : le grand brouillage », *Analyse du CEPAG*, Décembre 2016.
- Pascal DE GENDT, « Élections 2019. Le populisme en Belgique : état des lieux », *Analyse Si-réas asbl*, 2019/04. En ligne : <http://lesitinerrances.com/images/stories/analyse2019/2019-04.pdf>
- Vincent DE COOREBYTER, « Populisme et mépris de classe », *Contrastes*, n° 191, mars-avril 2019, p. 8-11. Les analyses du CRISP en ligne : http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-07-12_ACL-de_Coorebyter_V-2019-Contrastes-populisme_et_mepri_de_classe.pdf
- <http://www.crisp.be/2017/09/populisme-pas-ideologie-mais-style-politique/>
- http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-08-21_ACL-Biard_B_et_Faniel_J-2019-Aide-memoire-L-extreme_droite_aux_elections_du_26_mai_2019.pdf
- <https://ligue-enseignement.be/assets/Eduquer-145.pdf>
- <https://www.lalibre.be/belgique/le-populisme-cette-deferlante-qui-menace-de-s-etendre-en-belgique-51b8e9b9e4b0de6db9c65988>
- Benjamin BIARD (interviewé par Aurélien BERTHIER), « Extrême droite : La stratégie de lissage du discours pour accéder au pouvoir fonctionne », *Agir pour la culture*, n° 59, automne 2019, p. 14-16. En ligne : http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-11-21_ACL-Biard_B-2019-Agir_par_la_culture-La_strategie_de_lissage_du_discours_pour_acceder_au_pouvoir_fonctionne.pdf
- Benjamin BIARD, Jean FANIEL, « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge », *Aide-mémoire*, n° 89. En ligne : <https://www.territoires-memoire.be/aide-memoire/aide-memoire-89/aide-memoire-89-l-extreme-droite-aux-elections-du-26-mai-2019-toujours-ce-paradoxe-belge>
- Olivier STARQUIT, « La Wallonie et l'extrême droite. Histoire d'un rendez-vous manqué », *Analyse Barricade*, 2019. En ligne : http://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2019_analyse_la-wallonie-et-l-extreme-droite.pdf
- Jean-Yves CAMUS, « Droites extrêmes, droites radicales en Europe : continuités et mutations », dans *L'extrême droite en Europe*, sous la direction de Jérôme JAMIN, Bruylant, 2017, p. 11-16.

- François DEBRAS, « L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération », dans *L'extrême droite en Europe*, sous la direction de Jérôme Jamin, Bruylant, 2017, p. 543-567.
- Pascal DELWIT, « L'extrême droite en Belgique francophone : (non)positionnements institutionnels et implantations électorales », *Fédéralisme Régionalisme*, vol. 2 : 2001-2002. En ligne : <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=248#tocfrom1n1>
- Jean-Yves CAMUS, *Les droites extrêmes en Europe*, Seuil, 2015.
- Jean-Yves CAMUS, « Du fascisme au national-populisme. Métamorphoses de l'extrême droite en Europe », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.
- Nicolas LATTEUR, « L'extrême droite. Fondements philosophiques et mobiles d'adhésion », *Étude du CEPAG*, mai 2008. En ligne : <https://www.cepag.be/sites/default/files/publications/08-05 - nl - lextreme droite.pdf>
- https://www.rtbf.be/auvio/detail_cqfd-ce-qui-fait-debat?id=2600323
- Enzo TRAVERSO, « La fabrique de la haine : xénophobie et racisme en Europe », *Contretemps*, n° 9, 17 avril 2011. En ligne : <https://www.contretemps.eu/la-fabrique-de-la-haine-xenophobie-et-racisme-en-europe/>
- Julien LICOURT, *Que pèse réellement l'extrême droite en Europe ?* En ligne : <http://grand-angle.lefigaro.fr/extreme-droite-europe-enquete-vote-populisme>